

L'hon. M. Pearson: Voilà une question intelligente.

L'hon. M. Churchill: Répondez-y de façon intelligente.

L'hon. M. Pearson: Le ministre vient de poser une question très intelligente, c'est la remarque la plus intelligente qu'il a faite ce soir. Voterons-nous contre ce crédit? Tout ce que nous demandons au gouvernement c'est de nous dire à quoi servira ce crédit, et il refuse de nous le dire.

L'autre élément de ce réseau défensif consiste dans les escadrilles de Voodoos. On nous dit que ces escadrilles seront au nombre de cinq, mais on ne nous dit pas si elles seront équipées d'armes nucléaires, alors que le gouvernement affirme lui-même que les appareils en question ne peuvent être efficaces que s'ils sont munis de telles armes. Le ministre refuse de nous renseigner sur ce point. L'avion Voodoo, qui est maintenant l'appareil des escadrilles chargées de la défense continentale, ne se fabrique plus aux États-Unis, et cet avion remplace l'Arrow canadien. Voilà donc qu'un avion américain d'occasion remplace notre Arrow, et nous ne savons même pas de quelle arme sera muni cet avion d'occasion.

Une voix: C'est tout ce que vous pouvez en dire.

L'hon. M. Pearson: Je demande alors au ministre de nous dire si cet avion, qui constitue maintenant le principal élément de nos escadrilles de défense continentale, se fabrique encore aux États-Unis?

L'hon. M. Harkness: Le chef de l'opposition a commencé par attirer mon attention sur le crédit. A plusieurs reprises j'ai aussi rappelé à lui-même et à divers autres députés au cours du débat l'objet du crédit à l'étude. Je voudrais bien que l'honorable député concentre un peu son attention sur ce crédit. Il n'a demandé aucun renseignement qui s'y rapporte. Toutes les questions qu'il a posées ce soir ont trait aux armes nucléaires. Or le présent crédit n'affecte aucune somme aux armes nucléaires.

L'hon. M. Churchill: Le chef de l'opposition veut des armes nucléaires.

L'hon. M. Harkness: Il a parlé longuement du Bomarc. Ce crédit ne prévoit pas des fonds pour le Bomarc. J'ai exposé les fins pour lesquelles ce crédit était demandé au commencement du débat à ce sujet.

L'hon. M. Hellyer: Du matériel important.

L'hon. M. Harkness: Je vais réitérer les fins pour lesquelles ce montant est requis. Pour l'achat de biens immobiliers, terrains et bâtiments, \$50,000; pour des avions et des moteurs, les CF-104, \$47,200,000; pour des

munitions et des bombes—bombes d'exercice...

L'hon. M. Hellyer: En avez-vous d'autres sortes?

L'hon. M. Pickersgill: Des arcs et des flèches.

L'hon. M. Harkness: ...\$1,261,000. Ce sont là les postes de ce crédit. Le total est de quelque 49 millions de dollars, mais nous avons certains postes de compensation, comme je l'ai expliqué quand nous avons commencé le débat, par suite de la diminution de certains autres postes du crédit. Le montant total requis est donc de 31 millions. Aucun poste ne vise l'achat d'armes nucléaires d'aucune sorte. Il n'est rien dit non plus du Bomarc. Le chef de l'opposition et plusieurs autres députés n'ont parlé que de cela. Ils se sont refusés à poser des questions à propos du crédit. Le chef de l'opposition m'a accusé de ne pas répondre aux questions. Je n'ai pas refusé de répondre aux questions concernant ce crédit. A part une ou deux questions du député de Trinity, personne ne m'en a posées à propos du crédit. Toutes les questions avaient trait à l'acquisition éventuelle d'armes nucléaires, sujet étranger au crédit à l'étude et qui ne devrait pas être abordé maintenant.

L'hon. M. Pickersgill: C'est une réflexion absurde du ministre! Il nous dit que 47 millions de dollars de ce crédit seront affectés à des avions. Mais il veut que nous approuvions le crédit sans rien savoir. On ne peut pas demander avec quoi ces avions seront équipés car ces fonds ne serviront pas à l'achat d'armes qui leur sont destinées, à part des bombes d'exercice. Autrement dit, pour faire une comparaison terre-à-terre, c'est comme si quelqu'un qu'on a chargé d'acheter un fusil demandait s'il peut avoir des cartouches pour le fusil mais à qui on répond: ce n'est pas de vos affaires, achetez le fusil. On n'a pas le droit de savoir s'il y aura des cartouches, on nous répond: achetez le fusil.

Une voix: C'est enfantin!

L'hon. M. Pickersgill: Ne posez pas de questions à ce sujet. Le ministre a dit qu'on ne lui avait pas posé de questions, mais mon ami, le chef de l'opposition lui a demandé si l'on fabriquait encore ces avions. Il n'a pas répondu. Je me suis aperçu que lorsqu'on lui a posé la question, il s'est lancé dans une tirade parce que de toute évidence, il ne voulait pas admettre que cet avion d'occasion que lui et ses amis ont décidé d'acheter, lorsqu'ils ont décidé de détruire le meilleur avion jamais construit, n'était plus ni fabriqué ni acheté aux États-Unis.

En fait, le premier ministre a déclaré, lors de cette réunion conservatrice d'Edmonton,